

La productivité, facteur clé de la politique de la croissance

On ne peut élever le niveau de prospérité qu'en augmentant la productivité et le volume de travail absorbé par le processus macroéconomique de production. Comme ce volume de travail ne peut pas être accru indéfiniment, il est essentiel d'intensifier la productivité. Une politique de croissance efficace doit par conséquent accorder la plus grande importance à cette question. L'article ci-dessous commence par expliquer les principaux termes utilisés, puis analyse la croissance de la productivité suisse depuis 1950 en la replaçant dans son contexte international. Quelques réflexions touchant à la politique économique servent de conclusion.

Les gains de productivité sont, à long terme, l'unique moyen d'augmenter le bien-être d'un pays et, partant, le revenu par habitant. C'est d'eux que dépendent le succès économique et la richesse. Des ralentissements, même faibles, de la hausse de la productivité peuvent, avec le temps, en s'additionnant, entraîner des écarts importants en termes de prospérité¹.

La productivité du travail, une mesure usuelle

Le terme de productivité exprime une relation entre intrants et résultats. En général, on la mesure de deux façons différentes:

- la *mesure de la productivité totale* établit un rapport entre plusieurs intrants et la production;
- la *mesure partielle de la productivité* met en relation un seul intrant avec la production.

La mesure la plus utilisée en raison des données habituellement disponibles et en même temps la plus simple est la *productivité du travail*, dans laquelle la création de valeur – en général le produit intérieur brut (PIB) ou la création de valeur sectorielle – est rapportée à l'intrant travail (heures ouvrées ou nombre d'actifs occupés). La productivité du travail est une mesure partielle. En effet, de tous les intrants (stock de capital physique et humain, progrès techniques, etc.) qui influent sur la productivité totale, seul le travail est pris en compte.

Cela ne signifie pas que les autres intrants n'ont aucune influence sur la productivité du travail. Si ces autres facteurs ne sont pas pris en considération, c'est uniquement parce que

leur influence ne peut pas être isolée explicitement. L'apport des autres facteurs à la croissance de la productivité ne peut donc pas être présenté séparément. Si la productivité du travail dépend évidemment de son intensité, elle est aussi tributaire du capital dont la main-d'œuvre est dotée. Plus la production utilise de capital – humain ou non –, plus le processus de production est organisé de manière efficace, plus les progrès techniques sont importants et plus la productivité du travail est grande².

La Suisse en comparaison internationale

Il paraît utile, dans un premier temps, d'examiner la croissance de la productivité du travail (voir *tableau 1*) en Suisse durant le dernier demi-siècle et de la comparer avec celle de l'UE-15 et des États-Unis. L'évolution de la productivité et du revenu par habitant est analysée pour trois périodes, soit les années 1950–1973, 1973–1995 et 1995–2006. Ce découpage correspond à l'évolution observée aux États-Unis. L'année 1973 peut être considérée comme un tournant pour presque toutes les économies développées. En revanche, l'année 1995 a une importance surtout pour les États-Unis, puisqu'elle marque le retour de la croissance de la productivité³.

Depuis quelque temps, l'évolution en Suisse tend à suivre celle des États-Unis, bien qu'à un niveau nettement inférieur. Ainsi, la croissance annuelle moyenne de la productivité (PIB par heure travaillée) est passée, aux États-Unis, de 1,2% entre 1973 et 1995 à 2,3% dans la période suivante et de 0,4% à 1,0% en Suisse. En d'autres termes, la productivité a pratiquement doublé dans ces deux pays. L'UE-15 affiche une évolution en sens contraire, puisque la croissance de la productivité a ralenti à 1,5%, après avoir atteint 2,4%⁴.

L'âge d'or de l'après-guerre

Les années qui vont de l'après-guerre à 1973 se caractérisent par une croissance élevée du PIB, de la productivité et du revenu par habitant. Les économies européennes surtout, Suisse comprise, ont commencé à combler leur retard par rapport aux États-Unis. Cet intense processus de rattrapage a reposé sur l'imitation des technologies développées à

1 Avec un taux annuel de croissance de la productivité de 3%, le revenu double en 24 ans, avec un taux de 2%, il double en 36 ans et avec un taux de 1%, il double en 72 ans.

2 Pour mesurer la productivité du travail, voir OCDE (2002).

3 A priori, rien ne s'oppose à une comparaison entre la Suisse et les États-Unis, première nation technologique du monde, car des marchés ouverts devraient entraîner l'adoption des technologies de pointe quel que soit le pays.

4 Pour une analyse des causes, voir p. ex. Van Ark et al. (2008).



Boris Zürcher
Chef économiste et
membre de la direction,
Avenir Suisse, Zurich

l'étranger, une propension élevée à l'épargne et des institutions favorables à la croissance⁵. La Suisse a eu l'avantage d'entamer l'après-guerre avec un stock de capital pratiquement intact. C'est notamment pour cette raison que son niveau de prospérité a dépassé celui des États-Unis jusque dans les années quatre-vingt. Même si la productivité horaire était inférieure de 20% environ à celle des États-Unis au début des années cinquante, la Suisse a réussi à faire jeu égal avec ce pays jusqu'au milieu des années septante (voir *graphique 2*).

Cet «âge d'or» était basé sur une croissance extensive et une utilisation élevée des facteurs travail et capital. En Suisse, on le voit, par exemple, dans l'apport de la population étrangère à la croissance (voir *tableau 2*)⁶, puisque près de la moitié de celle-ci lui revient. Le taux des investissements bruts s'élevait à plus de 30% en moyenne. Cette période de croissance fulgurante a pourtant subi un ralentissement après l'effondrement du système de Bretton Woods et les deux chocs pétroliers consécutifs dans le courant des années septante.

Le ralentissement de la croissance après 1973

Le ralentissement de la croissance, qui s'est amorcé après 1973, a été plus marqué en

Europe et en Suisse qu'aux États-Unis. Outre-Atlantique, la croissance du PIB, après avoir culminé à 3,9%, retombait à 2,8% en moyenne, tandis qu'elle passait de 5,5% à 2,0% dans l'UE-15 et de 4,4% à 1,0% en Suisse. En revanche, la croissance du revenu par habitant s'harmonisait entre l'UE-15 et les États-Unis. En Suisse, celle du PIB par habitant reculait sensiblement, passant de 3,0% à 0,6% par an. Après 1973, la croissance de la productivité de l'UE-15 était supérieure d'un point de pourcentage à celle des États-Unis et de deux points à celle de la Suisse.

Entre 1973 et 1995, la Suisse a connu deux périodes importantes de ralentissement. Pendant la *récession du milieu des années septante*, la croissance réelle du PIB a chuté de près de 7%. De tous les pays de l'OCDE, la Suisse est celui où le fléchissement a été le plus marqué. Le tableau 2 l'exprime à travers l'apport annuel négatif (-0,9%) des heures travaillées par personne active occupée; il en est de même du taux d'actifs occupés pendant toute cette décennie (-0,4%). Cela s'explique essentiellement par le retour des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine.

Pendant la *stagnation des années nonante*, la main-d'œuvre étrangère a été, en moyenne, davantage touchée par le chômage que la population locale. Sa contribution à la croissance du PIB a par conséquent été négative entre 1990 et 2000 en raison du recul sensible du taux d'actifs occupés. La contribution des heures travaillées par personne active occupée a elle aussi été négative.

Les années quatre-vingt, situées entre ces deux événements, affichent une croissance de la productivité de 0,3% par an, soit un taux inférieur à la moyenne. Cette faiblesse a été compensée par une contribution élevée du taux d'actifs occupés à la croissance, en exploitant principalement le potentiel de participation des femmes au marché du travail ainsi que la forte immigration. La faible croissance de la productivité et les retards dans les restructurations ont retardé les adaptations nécessaires. Simultanément, la Suisse n'a cessé de perdre du terrain par rapport aux États-Unis. Enfin, à la suite d'une conjonction d'événements – on peut citer, par exemple, le ralentissement économique mondial amorcé au début des années nonante, la crise de l'immobilier en Suisse et le rejet de l'EEE –, la Suisse est entrée, au début de la décennie, dans une période de croissance quasi nulle qui a duré jusqu'au commencement de 1997.

Selon le *tableau 2*, pour une croissance annuelle du revenu par habitant de 0,7% entre 1973 et 1995, seul 0,3% peut être attribué à des gains de productivité. Le 0,4% restant provient d'une hausse du taux d'actifs occupés et de celui des personnes en âge de travailler,

5 Voir Eichengreen (2007).

6 Les chiffres des tableaux 1 et 2 ne sont pas entièrement comparables. Les taux de croissance publiés dans le tableau 1 ont été calculés à l'aide de données corrigées du pouvoir d'achat comparables à l'échelon international, alors que les taux de croissance du tableau 2 se basent sur des statistiques nationales de l'Office fédéral de la statistique. En raison des définitions différentes du volume du travail, les chiffres de la productivité du tableau 1 sont probablement sous-estimés.

Encadré 1

Calcul des contributions à la croissance du PIB et du revenu par habitant

Les contributions à la croissance figurant dans le tableau 2 reposent sur l'analyse tautologique suivante:

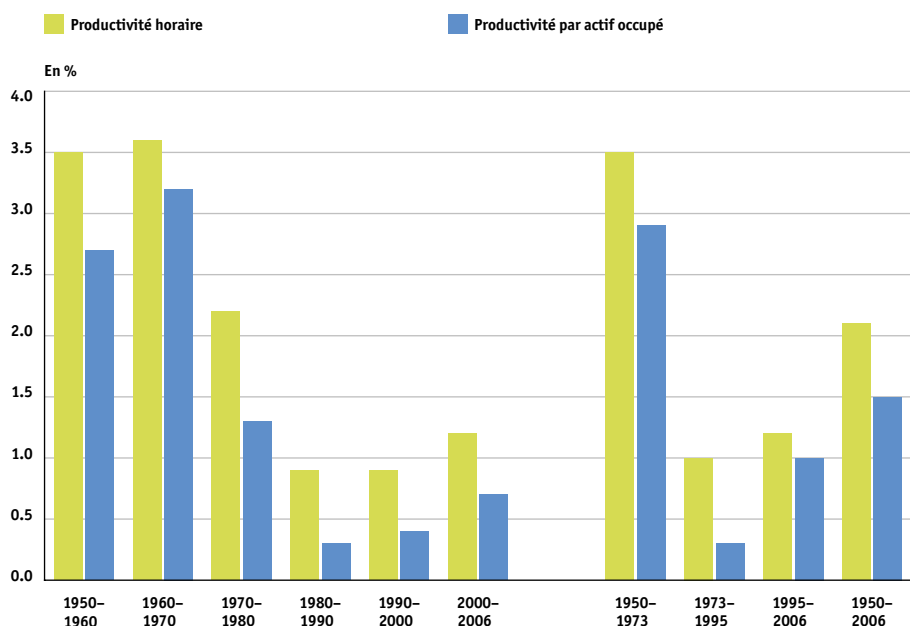
$$\begin{aligned} \Delta(BIP) &= \Delta(Pop) + \Delta(BIP/Pop) \\ (1) &= (2) + (3) \\ \Delta(BIP/Pop) &= \Delta(BIP/h) + \Delta(h/ET) + \Delta(ET/EWF) + \Delta(EWF/Pop) \\ (3) &= (4a) + (4b) + (6) + (7) \\ &= \Delta(BIP/ET) + \Delta(ET/EWF) + \Delta(EWF/Pop) \\ &= (5) + (6) + (7) \end{aligned}$$

$\Delta(BIP)$	Croissance du PIB
$\Delta(Pop)$	Croissance de la population résidente
$\Delta(BIP/Pop)$	Croissance du PIB par habitant
$\Delta(BIP/h)$	Croissance de la productivité horaire
$\Delta(h/ET)$	Croissance du volume de travail moyen par actif occupé (PAO)
$\Delta(BIP/ET)$	Croissance de la productivité du travail par actif occupé
$\Delta(ET/EWF)$	Croissance du taux d'actifs occupés par rapport à la part de personnes en âge de travailler (15-64 ans)
$\Delta(EWF/Pop)$	Croissance de la part des personnes en âge de travailler

La croissance du PIB est déterminée par celle de la population résidente et par la croissance du revenu par habitant. Cette dernière dépend à son tour de la hausse de la productivité du travail et de celle de l'intrant travail. Celui-ci se subdivise en hausse du taux d'actifs occupés – soit la part des actifs rapportée à la population en âge de travailler – et hausse du pourcentage de personnes en âge de travailler (15-64 ans) rapportée à la population résidente (effet démographique). Le tableau 2 présente la contribution de l'intrant travail à la croissance du PIB par habitant (6) + (7) et du PIB total (8) + (2).

Graphique 1

Croissance annuelle moyenne de la productivité horaire et de la productivité par actif occupé, 1950–2006



Remarque: pour les explications, voir remarques du tableau 2.

Sources: Zürcher; OFS; SECO; OCDE / La Vie économique

Tableau 1

Taux de croissance annuels moyens du PIB, du PIB par habitant et de la productivité horaire (en données corrigées du pouvoir d'achat), 1950–2006

En %	1950–1973	1973–1995	1995–2006
PIB			
États-Unis	3.9	2.8	3.2
EU-15	5.5	2.0	2.3
Suisse	4.4	1.0	1.7
PIB/hab.			
États-Unis	2.4	1.8	2.2
EU-15	4.7	1.7	2.1
Suisse	3.0	0.6	1.2
PIB/heure			
États-Unis	2.5	1.2	2.3
EU-15	5.3	2.4	1.5
Suisse	2.7	0.4	1.0

Sources: Zürcher; Groningen Growth and Development Center (2007) / La Vie économique

autrement dit d'une augmentation de l'intrant travail.

Entre 1995 et 2006, enfin, la croissance de la productivité s'est établie à environ 1,0% et même à 1,2% pour la productivité horaire. Les apports de l'intrant travail à la croissance – soit le taux d'actifs occupés et celui des personnes en âge de travailler – ont été presque insignifiants. Le retard de productivité sur les États-Unis s'est monté en 2006 à 15% environ. Si l'on considère uniquement la période 2000–2006, on constate que la main-d'œuvre étrangère a fortement contribué à la croissance du PIB, de l'ordre d'un demi-point de pourcentage. Ce résultat coïncide avec une analyse similaire de l'OCDE (2007), qui a calculé que la main-d'œuvre étrangère a contribué à hauteur d'un demi-point de pourcentage à la croissance de 1982 à 2005. Ce résultat réjouissant est certainement dû pour une part à l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE, qui a permis d'augmenter le niveau de qualification des arrivants par rapport aux précédentes périodes de forte immigration.

Conclusions de politique économique

Les deux principales composantes de la croissance du revenu par habitant sont le travail et sa productivité. C'est pourquoi il est aussi important de maintenir et, dans la mesure du possible, d'augmenter l'intrant travail au plan macroéconomique. Des réformes à cet effet sont proposées dans l'étude de *Bodmer (2007)*. Elles visent en premier lieu à éliminer les fausses incitations qui touchent l'offre de travail. L'auteur souligne en particulier que le développement vertigineux de l'État social pendant les années nonante a occasionné une hausse des coûts d'opportunité du travail, de sorte qu'il ne vaut souvent plus la peine d'exercer une activité lucrative. Des réformes sont aussi nécessaires sur le plan de la prévoyance professionnelle. Dans le deuxième pilier, par exemple, le taux de conversion trop élevé a pour effet d'entraîner des transferts massifs des cotisants vers les rentiers. D'une manière générale, il convient de mieux appliquer le principe d'«équité actuarielle» dans la prévoyance-vieillesse, y compris dans l'AVS. Par ailleurs, compte tenu de l'évolution démographique escomptée, il faut mettre fin à la tendance des départs subventionnés à la retraite anticipée. Enfin, il y a lieu de prendre des mesures pour mieux exploiter le potentiel professionnel des femmes. Ce dernier point concerne, toutefois, moins l'État que les entreprises elles-mêmes.

Il serait, néanmoins, illusoire de croire que les mesures visant à augmenter l'intrant travail auront des répercussions quantitatives. Si cela était, elles s'accompagneraient toujours

Tableau 2

Contributions à la croissance du PIB et du PIB par habitant suisses, 1950–2006

Taux de croissance annuels moyens en %

	1950– 1960	1960– 1970	1970– 1980	1980– 1990	1990– 2000	2000– 2006	1950– 2006	1950– 1973	1973– 1995	1995– 2006
(1) Croissance du PIB	4.4	4.6	1.4	2.2	1.1	1.6	2.6	4.4	1.2	1.8
(2) Croissance de la population	1.3	1.4	0.2	0.6	0.6	0.7	0.8	1.3	0.5	0.6
<i>dont Suisses</i>	0.8	0.6	0.4	0.3	0.2	0.4	0.5	0.7	0.3	0.3
<i>Étrangers</i>	0.5	0.8	-0.1	0.3	0.4	0.3	0.4	0.6	0.2	0.3
(3) PIB par habitant	3.1	3.2	1.1	1.6	0.4	0.9	1.8	3.1	0.7	1.2
(4a) Productivité horaire (PIB/h)	3.5	3.6	2.2	0.9	0.9 ^a	1.2 ^b	2.1 ^b	3.5	1.0	1.2 ^b
(4b) Heures par actif occupé (h/PAO)	-0.8	-0.4	-0.9	-0.6	-0.5 ^a	-0.5 ^b	-0.6 ^b	-0.6	-0.7	-0.2 ^b
<i>dont Suisses</i>	-	-	-	-	-0.0 ^a	-0.2 ^b	-	-	-	-0.2 ^b
<i>Étrangers</i>	-	-	-	-	-0.4 ^a	-0.3 ^b	-	-	-	-0.1 ^b
(5) PIB par actif occupé	2.7	3.2	1.3	0.3	0.4	0.7	1.5	2.9	0.3	1.0
(6) Taux d'actifs occupés (PAO/EWF)	0.5	0.2	-0.4	1.0	0.2	0.0	0.2	0.4	0.2	0.1
<i>dont Suisses</i>	-	-	-0.2	1.1	0.5	-0.1	-	-	0.3	0.2
<i>Étrangers</i>	-	-	-0.2	-0.1	-0.4	0.1	-	-	-0.2	-0.0
(7) Taux de personnes en âge de travailler (EWF/Pop)	-0.1	-0.2	0.3	0.2	-0.1	0.2	0.0	-0.1	0.2	0.1
<i>dont Suisses</i>	-	-	0.3	0.1	-0.1	0.0	-	-	0.1	0.1
<i>Étrangers</i>	-	-	0.0	0.1	0.0	0.1	-	-	0.1	0.0
(8) Contribution de l'intrant travail à la croissance du PIB par habitant (6) + (7)	0.4	0.0	-0.2	1.2	0.0	0.2	0.3	0.2	0.4	0.2
<i>dont Suisses</i>	-	-	0.0	1.2	0.4	-0.1	-	-	0.4	0.3
<i>Étrangers</i>	-	-	-0.2	0.1	-0.4	0.2	-	-	0.0	-0.0
(9) Contribution de l'intrant travail à la croissance du PIB (8) + (2)	1.6	1.5	0.1	1.9	0.7	0.9	1.1	1.5	0.9	0.8
<i>dont Suisses</i>	-	-	0.4	1.5	0.6	0.3	-	-	0.7	0.6
<i>Étrangers</i>	-	-	-0.3	0.4	0.0	0.5	-	-	0.2	0.3

a Dès 1991.

b Jusqu'en 2005.

Sources: Zürcher; OFS; SECO; OCDE / La Vie économique

Remarques: PAO = personnes actives occupées selon la SPAO; EWF = personnes en âge de travailler entre 15 et 64 ans; Pop. = population résidente permanente; h = volume de travail en heures (1950–1991: OCDE, 1991–2006: Espo). PIB réel (1980–2006: SECO; 1950–1980: OCDE). Base de calcul, voir encadré 1.

d'un rendement marginal décroissant. Dans une économie de plus en plus fondée sur la connaissance et la capacité d'innovation, la question qui se pose finalement est de savoir comment *améliorer la productivité de l'intrant travail*. Compte tenu du niveau de productivité relativement bas et de sa faible croissance, la politique économique doit d'abord se pencher sur ce problème.

Des craintes pour l'emploi injustifiées

On entend souvent que les gains de productivité et la hausse de l'emploi sont antagoniques: si les gains de productivité sont élevés, affirme-t-on, la main-d'œuvre nécessaire diminue et le chômage s'accroît. Cette thèse a été défendue, par exemple, par Rifkin (1995). Elle est contredite par les développements que les États-Unis ont connus dans un passé récent, puisque, malgré des gains élevés de productivité, l'emploi y a sensiblement progressé au cours des dernières années. En effet, des gains de productivité ont pour conséquence d'augmenter les revenus, qui à leur tour induisent une hausse de la demande de travail. A contrario, selon la thèse de Rifkin, un ralentis-

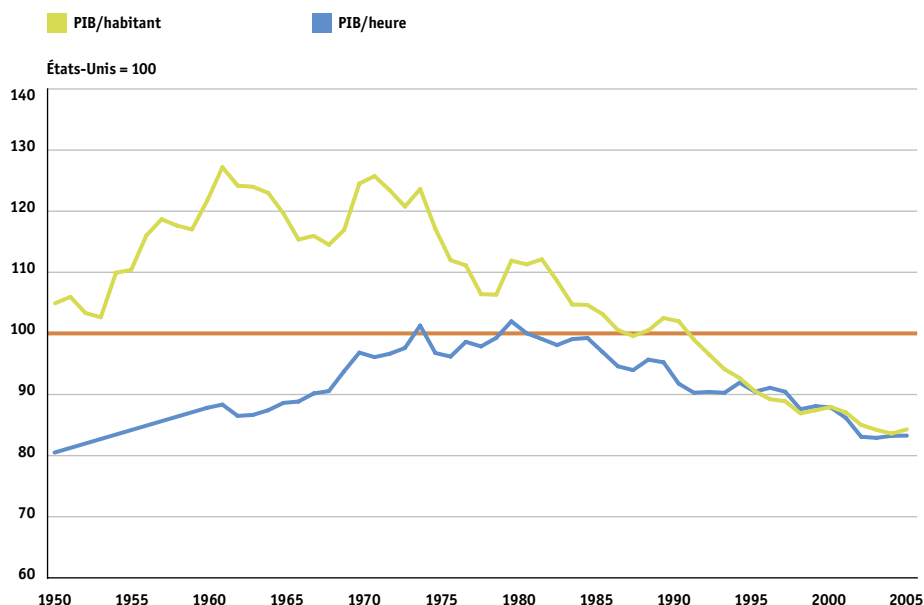
sement de la croissance de la productivité devrait entraîner une augmentation de l'emploi, ce qui ne se produit pas dans la réalité. Par conséquent, la crainte souvent exprimée qu'une augmentation de la productivité et une accélération de sa croissance détruisent des emplois ne repose sur aucun fondement théorique ou empirique.

Créer des conditions-cadres économiques favorables

La hausse de la productivité et l'accélération de sa croissance ne peuvent pas être déclinées par l'État. Ces défis doivent être relevés en premier lieu par les entreprises privées. Les restructurations déclenchées par les gains de productivité touchent d'abord les entreprises. Compte tenu de la mondialisation croissante et de la pression de la concurrence qui l'accompagne, il est dans l'intérêt même des entreprises de renforcer l'efficacité et la compétitivité de leur appareil de production. La motivation est là, comme le prouvent, par exemple, les importantes dépenses privées consacrées à la recherche et au développement ainsi que les multiples activités proposées

Graphique 2

Évolution du PIB par habitant et de la productivité du travail de la Suisse par rapport aux États-Unis, 1950–2005



Remarque: les chiffres sont exprimés en données corrigées du pouvoir d'achat. La productivité du travail est interpolée entre 1950 et 1960.

Sources: Zürcher; Groningen Growth and Development Center (2007) / La Vie économique

dans l'apprentissage et la formation continue des employés.

Les gains de productivité du secteur privé ne résultent, toutefois, pas seulement des efforts des différentes entreprises. Ils dépendent aussi de la politique économique poursuivie par l'État. Les conditions tant micro que macroéconomiques sont déterminantes pour créer un climat propice aux gains de productivité. Au nombre de celles-ci figurent, par exemple, de bonnes conditions-cadres monétaires et budgétaires, des politiques concurrentielle, fiscale et économique extérieure modernes, ainsi que l'entretien et le développement permanent des infrastructures publiques. Une intensité élevée de la concurrence et l'ouverture internationale des marchés sont particulièrement importantes pour notre petit pays. Elles garantissent que les participants au marché sont mus par de bonnes incitations et que la répartition des intrants est constamment optimisée. Elles assurent aussi que les incitations à l'innovation demeurent élevées. En ce qui concerne l'ouverture internationale des marchés, la libre circulation des personnes avec l'UE s'est révélée une véritable chance. Elle a eu pour effet d'améliorer sensiblement le niveau de formation des immigrants, ce qui a joué en faveur de la croissance helvétique. De fait, la Suisse, avec son marché intérieur de petite taille, devrait particulièrement bien profiter de la poursuite de l'intégration inter-

ationale des marchés. L'État devra, néanmoins, continuer de veiller, à travers sa politique économique, à améliorer continuellement les conditions-cadres, par exemple au niveau de la politique de la formation⁷.

Encadré 2

Bibliographie

- Crafts Nicolas et Toniolo Gianni, *Economic Growth in Europe since 1945*, Cambridge University Press, 1996.
- Baily Martin N. et Kirkegaard Jacob F., *Transforming the European Economy*, Institute for International Economics, 2004.
- Blanchard Oliver, «The Economic Future of Europe», *Journal of Economic Perspectives*, 18, 2004, p. 3–26.
- Bodmer Frank, *Aufschwung als Reformchance*, Avenir Suisse (éd.), NZZ-Verlag, 2007.
- Eichengreen Barry, *The European Economy since 1945. Coordinated Capitalism and beyond*, Princeton University Press, 2007.
- OCDE, *Mesurer la productivité. Manuel de l'OCDE. Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, Paris, 2001.
- OCDE, «L'immigration peut contribuer davantage à la prospérité», dans OCDE, *Étude économique de la Suisse*, Paris, 2007.
- Rifkin Jeremy, *The End of Work*, Norton, New York, 1995.
- Van Ark Bart, O'Mahony Mary et Timmer Marcel P., «The Productivity Gap between Europe and the United States: Trends and Causes», *Journal of Economic Perspectives*, 22, 2006, p. 25–44.

7 Voir Bodmer (2007). Ce projet de réforme d'Avenir Suisse contient toute une série de propositions sur les domaines cités. Il expose les réformes qui devront être traitées en priorité durant la législature à venir.